



147, rue de l'Université

75338 Paris Cedex 07 - France

TEL 01 42 75 90 00

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

INRAE

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT
Établissement public de l'État à caractère Scientifique et Technologique

L'INRAE au Salon International de l'Agriculture 2026

INRAE au SIA 2026

21 février au 1er mars 2026

Date et heure limites de remise des offres :

Le 01/12/2025 à 14h00

Adresse de la plateforme de dématérialisation PLACE

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Numéro d'assistance de PLACE

+33 (0)1 76 64 74 07

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3 : DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	3
3.1. Allotissement et forme du marché	3
3.2. Durée du marché et délai d'exécution	3
3.3. Délai de validité des offres	3
ARTICLE 4 : CONTENU DES PROPOSITIONS	3
4.1. Offre	3
4.2. Variantes	4
4.3. Avance	4
4.4. Indemnisation Plan 3D pour le lot 1	4
ARTICLE 5 : PRESENTATION ET CONTENU DES OFFRES	4
5.1. Modalité de présentation des candidatures et des offres	4
5.1.1 – Pour la partie « candidature »	4
5.1.2 – Pour la partie « Offre »	6
5.2. Transmission et réception des offres	6
5.2.1 – Transmission électronique dématérialisée obligatoire	6
5.2.2 – Copie de sauvegarde - non obligatoire mais recommandée	7
ARTICLE 6 : APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES	8
6.1. Appréciation des capacités	8
6.2. Critères d'attribution	8
ARTICLE 7 : MODE DE REGLEMENT	10
ARTICLE 8 : MODALITÉS DE SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRDE :	10
ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
<u>ARTICLE 10 : RECOURS</u>	11

ARTICLE 1 : OBJET L'APPEL D'OFFRES

L'accord cadre concerne les prestations nécessaires à la présence d'INRAE sur le Salon International de l'Agriculture 2026 (SIA2026) qui se tiendra du samedi 21 février au dimanche 1er mars 2026 à Paris Porte de Versailles.

La réception du stand « clé en main » devra avoir lieu impérativement le 20/02/2026 matin.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION

La procédure de consultation est passée en application des articles du Code de la Commande Publique R2124-1, R2124-2 1° et R2161-2 à 5 relatifs à l'appel d'offres ouvert et aux articles R2162-1 à 6 et R2162-13 à 14 relatifs aux accords-cadres exécutés à bons de commande.

ARTICLE 3 : DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

3.1. Allotissement et forme du marché

L'accord cadre est décomposé en 2 lots :

Lot 1 : Conception, Réalisation et Installation du Stand INRAE

Lot 2 : Prestations de restauration pour le stand INRAE

Chaque lot est traité en marché séparé. Les soumissionnaires peuvent se présenter à un ou plusieurs lots.

Le présent accord cadre est traité à prix unitaires forfaitaires et à bons de commande, dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Montant estimatif € HT	Montant maximum € HT
Lot 1 : Conception, Réalisation et Installation du Stand INRAE au Salon International de l'Agriculture 2026	210 000,00	280 000,00
Lot 2 : Prestations de restauration pour le stand INRAE au Salon International de l'Agriculture 2026	30 000,00	60 000,00

Classification CPV

Lot 1 : Conception, Réalisation et Installation du Stand INRAE au Salon International de l'Agriculture 2026 : 79956000

Lot 2 : Prestations de restauration pour le stand INRAE au Salon International de l'Agriculture 2026 : 55520000

3.2. Durée du marché et délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2026 inclus sous réserve que le stand ait été démonté et toutes les prestations nécessaires réalisées.

3.3. Délai de validité des offres

Il est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des plis en page de garde du présent règlement.

ARTICLE 4 : CONTENU DES PROPOSITIONS

4.1. Offre

Les soumissionnaires devront impérativement répondre à l'ensemble des prestations demandées.

4.2. Variantes

Les variantes des candidats ne sont pas autorisées.

4.3. Avance

Les soumissionnaires devront indiquer dans l'Acte d'Engagement du lot considéré, s'ils acceptent ou refusent le bénéfice de l'avance prévue à l'article 6.1 du CCAP.

4.4. Indemnisation Plan 3D pour le lot 1

Les candidats soumissionnant pour le lot 1, recevront chacun une indemnité de 700€HT (sept cents euro hors taxe) soit 840,00€ (huit cent quarante euros) toutes taxes comprises, sous réserve de la recevabilité de leurs prestations au regard du règlement de consultation.

Les indemnisations sont forfaitaires.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra proposer la réduction ou la suppression des indemnités à verser aux candidats dont les prestations ne sont pas strictement conformes au présent règlement de consultation.

Le candidat titulaire n'est pas concerné par cette indemnisation.

ARTICLE 5 : PRESENTATION ET CONTENU DES OFFRES

5.1. Modalité de présentation des candidatures et des offres

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en français, ou traduits en français s'ils émanent d'une autorité étrangère.

Les indications monétaires présentes dans les candidatures et leurs offres seront établies en Euros.

En cas de groupement d'entreprises, chacun des membres du groupement devra remettre un dossier de candidature complet.

Sauf en cas de remise d'une candidature par **DUME** (document unique de marché européen), les soumissionnaires doivent fournir l'intégralité des pièces et des renseignements exigés ci-après.

Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

5.1.1 – Pour la partie « candidature »

1. La lettre de candidature, et le cas échéant l'habilitation du mandataire par ses cotraitants en cas de groupement (réf : formulaire DC1). Le candidat devra indiquer une adresse mail valide sur laquelle pourront éventuellement être envoyés les échanges électroniques via PLACE.
2. La déclaration des candidats aux marchés de l'Etat (réf : formulaire DC2), avec notamment le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisé au cours des trois dernières années ;
3. En annexe du DC2, la liste des références similaires **dans le cadre de salons** de la clientèle publique et privée sur les trois dernières années.

La preuve de la capacité du candidat pourra être apportée par tout moyen, notamment des certificats d'identité professionnelle et des références de prestations attestant la compétence du candidat dans le domaine souhaité (pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins

d'un an, la preuve de leur capacité professionnelle, technique et financière peut être apportée par tout moyen, la structure candidate pouvant se prévaloir des références détenues en propre par ses personnels).

Avertissement : En cas de réponse par le biais d'un groupement : chaque partie devra fournir les documents ci-dessus à l'exception de « la lettre de candidature » qui devra être produite en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement.

En application de l'articles R. 2143-13 à R. 2143-14 du Code de la Commande publique, les entreprises ne seront pas tenues de produire les documents relatifs à la candidature, en cours de validité, s'ils sont laissés gratuitement à la disposition du pouvoir adjudicateur par le biais d'un système électronique administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique.

Le dossier de candidature devra alors fournir toutes les informations nécessaires à la consultation du système électronique ou de l'espace de stockage numérique.

① **Important :**

Le marché ne peut être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve qu'il produise, dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande d'INRAE, les pièces suivantes :

- i. Conformément l'article R. 2143-9 du Code de la commande publique, dans sa version en vigueur depuis le 1er novembre 2021, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- ii. La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D. 8254-2 du code du travail.
- iii. Une attestation sociale et fiscale en cours de validité
- iv. Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Les soumissionnaires peuvent fournir ces pièces complémentaires dès le départ avec l'ensemble des autres pièces administratives demandées dans leur pli.

Pour produire les éléments demandés, le soumissionnaire peut télécharger les formulaires DC1, DC2, DC4 en cas de sous-traitance sur le site du MINEFE à l'adresse suivante rubrique « formulaires non obligatoires » : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

① **Important :**

Ces pièces sont également à fournir pour

- ***chaque cotraitant membre du groupement (à l'exception du DC1 à communiquer uniquement par le mandataire du groupement) ;***
- ***chaque sous-traitant. Ce dernier devra produire en appui du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance), le DC2 avec son annexe telle que demandée en pièce n°2 du présent article ainsi que, s'ils ne sont pas disponibles sur PLACE, les certificats fiscaux et sociaux attestant du paiement de leurs cotisations y compris celle relevant à l'obligation des travailleurs handicapés.***

De même, pour justifier de leurs capacités, les soumissionnaires peuvent faire appel aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique les associant.

Pour le cas où la nature du lien juridique les associant ne relève ni de la cotraitance ni de la sous-traitance, et en application de l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent

apporter, outre l'ensemble des pièces obligatoires de candidature énumérées dans le présent article, une preuve par tout moyen approprié, justifiant qu'ils disposeront effectivement des capacités présentées à l'appui de leur candidature pour la réalisation du marché.

5.1.2 – Pour la partie « Offre »

Le dossier à remettre par chaque soumissionnaire doit comporter :

- L'acte d'engagement et ses annexes impérativement complétés

5.2. Transmission et réception des offres

Les candidats doivent transmettre leur offre sous forme dématérialisée. Toute offre transmise par un autre moyen sera déclarée irrégulière.

Les candidats devront effectuer un dépôt sous format électronique

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être inscrit sur la plate-forme précitée : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'allotissement, les offres devront être présentées dans des fichiers compressés au format.zip pour chaque lot.

Les candidats remettront leurs offres impérativement avant la date indiquée au présent règlement de consultation (page de garde). Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de l'offre a été réalisée avec succès leur est transmis, puis un accusé de réception leur est adressé par courriel validant leur dépôt à la date et l'heure d'arrivée de la transmission.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Les offres transmises quelques minutes avant l'heure de clôture arrivant incomplètes ne seront pas examinées et supprimées, de même que les offres arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites.

Les offres doivent être remises sur la plate-forme de gestion de marchés publics à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

AVERTISSEMENT

L'attention du candidat est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux. Il appartient à chaque candidat de tenir compte de la durée du téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont il dispose et de la taille des documents qu'il transmet.

Seules la date et l'heure de la fin d'acheminement font foi pour déterminer le caractère recevable ou hors délai d'une offre transmise par voie dématérialisée. Ainsi les offres qui seraient réceptionnées par le serveur après l'heure limite (même si le début de la transmission a été effectué avant cette heure) ne seront pas examinées et seront qualifiées hors délai.

En cas d'envois successifs, seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis.

5.2.1 – Transmission électronique dématérialisée obligatoire

En application de L'Arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics NOR: ECEM0929046A Version consolidée au 12 juillet 2020 les entreprises ont la faculté de télécharger le DCE de façon anonyme.

Si tel est le cas, elles ne pourront être informées des éventuelles modifications (documents, report de date de remise des offres, etc...) qui pourraient intervenir en cours de procédure avec pour conséquence une offre

ne correspondant pas aux attentes d'INRAE.

En conséquence, il est fortement conseillé aux entreprises de s'identifier à la phase du téléchargement avec une adresse mail fréquemment consultée par la personne ayant en charge le marché et de mettre l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> « en contact » pour permettre la réception le cas échéant des échanges de messages ou de courriers pour qu'ils ne basculent pas dans les spams ou en courriers indésirables.

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-3 et R.2132-7 à R.2132-9 du Code de la Commande Publique, le présent marché fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats de télécharger les documents du dossier de consultation uniquement sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les soumissionnaires devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre :

Format des fichiers : XLS(x), DOC(x), RTF, PPT(x), PDF, ou équivalents.

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- Ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- Vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué plus haut ;

Signature électronique :

La signature électronique n'est pas obligatoire, toutefois, les candidats souhaitant signer électroniquement doivent le faire au format XAdES, CAdES et PAdES en application du règlement n°910/2014 « ieDAS.

5.2.2 – Copie de sauvegarde - non obligatoire mais recommandée

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, etc.), dans le même délai que le pli électronique dématérialisé (spécifié en page de garde du présent document).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une candidature ou une offre dématérialisée est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur de façon incomplète, hors délai ou sans pouvoir être ouverte, sous réserve que la transmission ait commencée avant l'heure limite de remise des plis figurant en page de garde ;

La copie de sauvegarde comporte toutes les pièces de la candidature et de l'offre. Elle est placée sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adapté et scellé).

En cas de copie de sauvegarde électronique elle-même vérolée, celle-ci sera écartée par l'acheteur. Cette copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés aux articles 5.1.1 et 5.1.2 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

INRAE

DIFA – Service des Achats – bureau 502

AO SIA 2026 – LOT N°

« NE PAS OUVRIR »

147, rue de l'Université
75338 PARIS Cedex 07

Ou remise à l'adresse indiquée ci-dessus à l'accueil contre récépissé avant la date limite fixée en page de garde du présent document.

La réception des copies de sauvegarde est assurée du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées en page de garde du présent document ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront retournés à leurs expéditeurs.

ARTICLE 6 : APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique, les candidats sont informés que l'analyse des candidatures aura lieu au plus tard avant l'attribution du marché public.

6.1. Appréciation des capacités

L'examen des candidatures portera sur les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat suivant l'article R.2144-3 du Code de la Commande Publique.

Suite à cette analyse, sont éliminés :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables ;

Les soumissionnaires dont les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du ou des marchés seront jugées insuffisantes, après analyse des éléments fournis dans la partie candidature du pli (cf. article 5.1.1)

6.2. Critères d'attribution

Les offres des soumissionnaires seront jugées et classées en fonction des critères pondérés suivants :

Lot 1 : Conception, Réalisation et Installation du Stand INRAE au Salon International de l'Agriculture 2026

Critères d'attribution pondérés		Sous-critères d'attribution pondérés	
La qualité de l'offre proposée	50 points	Originalité de la scénographie : parcours visiteurs – mise en scène - harmonie entre les différents espaces ...	40
		Prise en compte de la ou des thématiques dans la scénographie	20
		Modernité du design général et des matériaux et mobiliers utilisés – inspiration et tendances	20
		Circulation entre les différents espaces – Visibilité et attractivité du stand (signalétique aérienne, des différents espaces, animation...)	20

Prix de la prestation	30 points	L'analyse du prix sera effectuée via une formule linéaire de notation au regard du BPU transmis et complété par le candidat	
La prise en compte du développement durable dans la prestation (du montage au démontage)	20 points	Emploi des produits et matériaux durables /recyclés/réutilisables	35
		Contribution à la gestion durable des forêts de provenance du bois concerné (forêts certifiées PEFC, FSC ou équivalent) en employant du bois certifié	35
		Labels environnementaux (ISO 20121 – ISO 14001 – envol – Label PRESTADD ou équivalent) et Label ImprimVert pour les impressions ou équivalent	30

Lot 2 : Prestations de restauration pour le stand INRAE sur le Salon International de l'Agriculture 2026

Critères d'attribution pondérés		Sous-critères d'attribution pondérés	
La qualité de l'offre proposée	50 points	Diversité des menus pour les lunch box	50
		Produits locaux et/ou de saison issus de l'agriculture durable	30
		Originalité des pièces cocktails et des animations	20
Prix de la prestation	30 points	L'analyse du prix sera effectuée via une formule linéaire de notation au regard du BPU transmis et complété par le candidat	
La prise en compte du développement durable dans la prestation	20 points	Emploi de vaisselles et contenants réutilisables ou biodégradables	25
		Produits issus des circuits courts	25
		Labels environnementaux, RSE, autre....	25
		Démarche anti gaspillage	25

Méthode de notation qualité des produits et développement durable :

Les offres sont notées sur 100 points par addition des notes obtenues pour chacun des critères.

Chaque critère ou sous-critère qualitatif fait l'objet d'une évaluation de 1 à 4 appréciée selon l'échelle de notation suivante :



L'Administration pourra demander aux candidats de préciser le contenu de leur proposition.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats prévus ci-avant en 5.1.1.

ARTICLE 7 : MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement du marché est le virement administratif. Le paiement interviendra sous un délai de 30 Jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'Acte d'Engagement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

ARTICLE 8 : MODALITÉS DE SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE :

Deux solutions s'offrent au candidat retenu comme attributaire qui sont :

- Soit l'acte d'engagement ne peut pas être signé électroniquement et dans ce cas, l'acte d'engagement sera rematérialisé et signé physiquement par l'attributaire de l'accord-cadre puis adressé à INRAE qui le signera à son tour
- Soit l'acte d'engagement peut être signé électroniquement, l'attributaire devra obligatoirement signer au format XAdES, CAdES et PAdES en application du règlement n°910/2014 « ieDAS » puis INRAE signera à son tour électroniquement.

L'acte d'engagement sera ensuite notifié par INRAE au titulaire via la plateforme PLACE.

ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation de leur offre, les soumissionnaires doivent s'adresser en temps utile à l'INRAE jusqu'à 10 jours avant la date limite de remise des offres de telle sorte que l'Institut puisse répondre, au plus tard, 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Les demandes de renseignement complémentaires se font via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 10 : RECOURS

❖ Organe auprès duquel des recours peuvent être obtenus

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy
75004 Paris
Tél : 01 44 59 44 00

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy
75004 Paris
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 0144594646.
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

PARIS, le 17/10/2025